
Introduction

Ne croyons pas TINA⁽¹⁾ !

Dans les mois qui ont suivi le déclenchement de la crise financière en 2008, les grands discours n'ont pas manqué dans les sphères dirigeantes pour dénoncer le système absurde qui gouverne la planète. Les envolées lyriques contre la finance spéculative ont fleuri. La moralisation du capitalisme était affirmée comme un impératif prioritaire et la régulation du système financier comme une nécessité absolue. De ce volontarisme politique affiché, certains commentateurs ont pu conclure que des leçons salutaires allaient être tirées de la catastrophe en cours. Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui est qu'il n'en a rien été. La spéculation la plus folle caractérise toujours l'activité des marchés financiers. Elle change simplement de créneaux au gré des attentes de plus-values mirifiques. Les dogmes néolibéraux qui nous conduisent au désastre continuent d'être ressassés comme parole d'évangile. Les mêmes propagandistes des politiques économiques à l'origine de la crise ont toujours leur place attirée sur les plateaux de télévision où ils donnent, sans le moindre complexe, des leçons d'austérité tous azimuts. Pour eux, les sacrifices doivent, comme hier, s'appliquer aux autres et jamais à la petite caste initiée qui détient les pouvoirs réels et dont ils sont les porte-parole zélés. Quant au discours politique officiel, il reste marqué par l'affirmation selon laquelle les marges de manœuvre sont infimes. L'économie mondialisée obéissant à des lois intangibles, nous devrions nous y soumettre.

« Il n'y a pas d'alternative » : cette sentence sans appel est assésinée à longueur d'antennes et de colonnes. Loin d'être nouvelle, ce que l'on peut qualifier de vision du monde a été revendiqué, dans les années quatre-vingt, par Margaret Thatcher qui prononçait ce verdict : « there is no alternative » ; entendez, il n'y a pas d'alternative à la société capitaliste, à la globalisation financiarisée, à l'économie dérégulée, aux privatisations, à l'ouverture à la concurrence des services publics, à la baisse du « coût » du travail, à la remise en

¹ « There is no alternative ».

cause des mécanismes de protection sociale etc. L'acronyme TINA a même été forgé pour résumer ces préceptes. Comme l'expriment Bertrand Rothé et Gérard Mordillat, « TINA est l'arme idéologique inventée par la minorité néolibérale pour imposer ses choix »⁽²⁾. Et force est de constater qu'elle y est parvenue puisque l'approche selon laquelle les politiques économiques et sociales doivent être fondées sur le primat de la logique et des décisions des marchés financiers est devenue la conception dominante qui s'impose à tous. L'allégation selon laquelle nous devrions *in fine* nous plier à leurs exigences a servi d'oriflamme à toutes les offensives contre les acquis sociaux et les services publics menées depuis plus de trente ans. Elle justifie aujourd'hui tous les plans d'austérité et la régression en marche.

Les conséquences de cette vision du monde et des politiques qui en découlent sont aujourd'hui largement perceptibles. Fermetures de sites, licenciements, chômage massif, dégradation des conditions de travail, précarisation, paupérisation, telle est la toile de fond des préoccupations du plus grand nombre. Spéculations juteuses, « optimisation » fiscale, allègements de « charges », délocalisation des productions et des profits, concentration des richesses, telles sont les perspectives qui s'offrent à l'oligarchie qui domine la planète. La logique de ce système capitaliste générateur de crise, d'inégalités et de lourdes menaces pour les équilibres écologiques comme pour les relations entre les différentes régions du monde marque profondément notre quotidien. Comment considérer comme une attitude « responsable » la soumission à ce système broyeur de vies et d'avenir ? Comment s'étonner que des millions de gens puissent se dire que leurs préoccupations et leurs problèmes ne sont pas pris en compte ? Comment ne pas voir qu'une telle situation ouvre la porte à la démagogie xénophobe et raciste, dans un contexte où désigner des boucs émissaires à la vindicte populaire est plus simple que de combattre les vraies causes et les vrais responsables de la crise ? La logique visant à rassurer les marchés et à épargner les spéculateurs

² ROTHÉ, B., MORDILLAT, G., *Il n'y a pas d'alternative : trente ans de propagande économique*, Seuil, 2011, p. 24.

de peur de voir les capitaux s'enfuir est profondément destructrice. Il serait temps d'en tirer des conséquences.

La séquence électorale du printemps 2012 a conduit à un changement de Président de la République et de majorité parlementaire. Elle reflète, tout à la fois, une volonté de voir prises en compte des exigences immédiates d'amélioration des conditions d'existence du plus grand nombre mais, aussi, le poids d'un certain fatalisme quant à l'impossibilité d'échapper aux politiques de rigueur imposées par la domination des marchés et par une construction européenne au service de ces derniers. Après plus de six mois d'exercice du pouvoir, on peut constater que la politique du gouvernement est marquée par la prégnance des approches traditionnelles intégrant les exigences de la finance internationale et les injonctions d'une technocratie acquise à l'idéologie néolibérale. La crise financière étant loin d'avoir produit tous ses effets, l'austérité reste bel et bien à l'ordre du jour. Le fait qu'elle soit enrobée dans un langage de gauche ne change rien. Que l'effort soit présenté comme plus juste, comme temporaire et que l'on nous dise que, demain, nous en recueillerons les fruits n'est pas de nature à cacher l'essentiel : l'immense majorité doit et va devoir subir de lourds sacrifices pour que restent préservés les intérêts primordiaux de l'oligarchie économique et financière.

Pourtant, la crise et ses développements actuels démontrent chaque jour l'absurdité des mécanismes et des résultats du capitalisme mondialisé et financiarisé. Sa logique structurelle conduit à la polarisation des richesses vers des conglomérats financiers dont l'action est, à proprement parler, parasitaire. Elle vampirise le travail et l'économie utile, empêchant ainsi de répondre aux immenses besoins qui s'expriment sur toute la planète. En favorisant la mise en concurrence féroce des travailleurs sur un plan mondial, elle structure la logique du *dumping*, c'est-à-dire du nivellement par le bas. Elle est largement responsable de la progression du chômage et du « précaariat ». Le profit prenant le pas sur tout, elle empêche d'adopter les mesures adéquates pour lutter contre la dégradation de l'écosystème, le réchauffement climatique et la diminution de la biodiversité. À l'inverse, elle aggrave et accélère les dégâts environ-

nementaux engendrés par l'activité humaine. Elle remet en cause la démocratie en faisant passer en force ses objectifs régressifs contre la volonté des peuples. Elle discrédite la décision politique puisque celle-ci semble de plus en plus impuissante dans le contexte de libéralisation qu'elle a elle-même suscitée. Dans un passé somme toute récent (à peine cinq ans), on pouvait encore tenter de justifier le caractère impitoyable et injuste de ce système par l'apparence d'efficacité qui s'attachait à sa gestion. Aujourd'hui, il est difficile de nier qu'il prend l'eau de toute part. Que l'on se place sous l'angle social, économique, industriel, environnemental et sociétal, comment ne pas se rendre compte que notre société est dans l'impasse ?

Ce constat est de plus en plus partagé. Il est d'ailleurs symptomatique qu'après avoir été considéré comme un mot tabou pendant au moins trois décennies, le capitalisme soit à nouveau, et de manière explicite, revenu dans le débat. C'est bien ainsi, car les euphémismes antérieurs - économie de marché, libre entreprise, mondialisation, voire libéralisme - avaient pour fonction de cacher le véritable moteur du système économique et social dans lequel nous vivons : la recherche effrénée du profit pour une minorité. L'aberration des « règles du jeu » qui en découlent apparaît de plus en plus clairement à un nombre grandissant de gens. La contestation, l'indignation, voire la révolte, se répandent contre un système dans lequel une oligarchie, coupée des réalités qui concernent le plus grand nombre, accapare de fait tous les leviers de commande et impose à l'ensemble de la société la soumission à sa logique prédatrice. Pourtant, comme toujours, les contradictions sont à l'œuvre dans le réel et l'idée selon laquelle on ne peut pas fondamentalement remettre en cause cet ordre des choses reste encore puissante. Le sentiment que les marges d'amélioration de la situation sont infimes n'est pas encore levé. Cette croyance en « TINA » s'est profondément enracinée dans la société au cours de ces trois dernières décennies. Renforcée par la méfiance envers le personnel politique, elle contribue à développer l'idée d'impuissance de la politique éloignant ainsi les citoyens des différents leviers pour peser sur les choix démocratiques. Or, le développement structurel de l'abstention, la personnalisation croissante, le recul du débat de contenu, l'amplification de l'esprit de

délégation de pouvoir qui caractérisent cet abaissement du politique favorisent la prégnance des idées dominantes. Ces dernières constituent un écueil massif pour toute volonté de changement réel.

C'est pourquoi l'appropriation citoyenne de la politique revêt une importance déterminante. À cette fin, il faut que devienne majoritaire l'idée selon laquelle l'avenir de l'humanité n'est pas arrimé aux mouvements erratiques de ces nouveaux maîtres du monde que sont devenus les marchés. À n'en pas douter, il y a des alternatives. Nous pouvons choisir ensemble un autre destin. Nous pouvons emprunter d'autres voies. Choisir de construire un autre type de société libérée de la dictature de l'argent-roi, fondée sur la démocratie et se fixant pour finalité le progrès humain partagé relève d'abord d'une démarche politique ; politique, au sens le plus noble du terme, qui renvoie au processus de prise de décisions visant à organiser le vivre-ensemble dans la recherche du bien commun. Pour concrétiser l'appropriation citoyenne de la politique, il est nécessaire de créer les conditions permettant à chacun d'avoir les moyens réels de percevoir les enjeux qui marquent notre devenir, de pouvoir effectuer de véritables choix et de trouver de nouveaux chemins pour l'action collective.

Contribuer aux débats pour favoriser un tel dessein : telle est la raison d'être de ce livre. L'originalité de notre démarche réside dans la construction, depuis plusieurs années, d'une réflexion commune entre deux personnes de générations différentes qui ont évolué dans des contextes politiques, économiques, sociétaux et culturels significativement dissemblables. Vingt ans pour l'une au moment du 11 septembre 2001, après deux décennies de crises marquées par l'existence d'un chômage massif, d'une précarisation en expansion, d'une montée de la thématique sécuritaire justifiant une remise en cause des libertés fondamentales et par la domination sans partage d'un discours fataliste selon lequel aucune alternative sérieuse ne serait envisageable. Vingt ans pour l'autre en 1969 après les grandes luttes de 1968 qui ont marqué la France et ont traversé de nombreux pays, dans une période où le changement de société nourrissait les réflexions et les discours, dans un environnement éco-

nomique et social marqué par la croissance et le progrès, dans un « air du temps » ouvert à la libération des mœurs, à la critique et à la remise en cause. Trente ans pour l'un au moment du second choc pétrolier et de l'installation d'une contre révolution néolibérale dans un contexte de mutation profonde du capitalisme. Trente ans pour l'autre aujourd'hui, dans cette époque profondément contradictoire caractérisée par une crise sans précédent dont toutes les conséquences ne sont pas encore avérées, par une remise en cause du capitalisme qui se propage dans toute la société et fait grandir, à travers la planète, le nombre des indignés et des mobilisations sociales, mais également par la persistance d'un scepticisme quant à la possibilité de transformations d'envergure. Ce regard croisé entre deux générations nous a donné, à chacun, une vision enrichie par les expériences différentes, les centres d'intérêt complémentaires et les décalages de point de vue. Dans ce contexte difficile, nous sommes tous deux animés par l'espérance et la volonté de contribuer au processus de transformations radicales de la société dans le sens du progrès humain.

Dans le cadre de notre collaboration au sein de la Fondation Gabriel Péri puis tout au long de l'écriture de ce livre, nos échanges ont été stimulants, nos confrontations constructives, nos connaissances et nos recherches mises en commun. Ainsi, nous avons pu mûrir ensemble une réflexion sur les constats, les enjeux et les défis qui caractérisent ce début de ^{xxi} siècle comme sur les mutations et les révolutions qu'il nous semble fondamental d'opérer. Au cours de ce cheminement, nous avons été conduits à questionner des problématiques très diverses : la finalité d'émancipation humaine est-elle encore d'actualité ? Comment cette ambition s'articule-t-elle avec la nécessité de relever les défis écologiques ? Cette articulation n'implique-t-elle pas d'inventer un nouveau mode de développement plaçant au centre l'humain et le processus démocratique ? Comment repenser le sens du travail et sa place dans l'organisation sociale ? Comment réinterroger la notion de progrès ? Comment développer la recherche scientifique et les technologies tout en assurant leur maîtrise sociale et en les orientant au service de l'épanouissement humain ? Comment répondre aux défis migratoires, à celui de

l'alimentation ou planifier l'utilisation équitable et responsable des ressources dans une mondialisation conçue autrement? Comment faire de l'intervention de chacun un élément central des processus de prise de décision et d'action? Bref, comment les citoyens peuvent-ils reprendre leur destin collectif en main et être convaincus qu'il est possible de construire un autre monde? Le retour de l'idée de révolution, avec celles qui se déroulent de manière évidemment contradictoire dans plusieurs pays arabes, nous rappelle que l'irruption des peuples sur la scène politique peut faire bouger les lignes et faire tache d'huile... Ce processus est long, semé d'embûches, d'avancées comme de désillusions⁽³⁾. Mais, l'expérience historique nous enseigne que les mobilisations populaires massives et déterminées peuvent faire évoluer l'ordre existant et parfois le transformer en profondeur. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui?

Partant de ce constat, notre démarche est fondée sur cette conviction forte: ce qui peut apparaître utopique aujourd'hui peut devenir le nouvel ordre des choses demain. Repenser collectivement des utopies réalistes s'appuyant sur les potentialités à l'œuvre dans le réel nous apparaît être une voie féconde pour emprunter des chemins alternatifs. Dans cette optique, il nous semble indispensable de réfléchir et débattre à partir de l'avenir dont nous voulons ouvrir les voies, c'est-à-dire de l'avenir souhaitable. C'est une condition essentielle si nous voulons construire des « possibles » transformateurs fondés sur le progrès humain. Faute de cette exigence, nous resterions prisonniers de conceptions fondées sur un réseau de contraintes présentées comme indépassables et bloquant toute ambition collective. Le possible n'est jamais une donnée *a priori*, il résulte toujours d'une bataille. Loin de déboucher sur un « tout ou rien » stérile, cette vision permet de conjuguer les objectifs structurants et les batailles immédiates. Elle donne sens au combat

³ Pour une analyse visant à présenter et à interpréter le bouleversement historique qu'ont constitué, pour les Tunisiens et les Égyptiens, les renversements respectifs de Ben Ali et de Moubarak, voir FILIU, J.-P., *La révolution arabe: dix leçons sur un soulèvement démocratique*, Fayard, 2011, 251 p.

politique dans lequel chaque pas en avant doit être apprécié pour ce qu'il est et comme un point d'appui pour aller plus loin encore.

Pour favoriser des débats sur le fond et participer à la réflexion, nous mettons en exergue cinq concepts : le progrès humain, la démocratie, la durabilité, la coopération et l'appropriation populaire. Nous les appréhendons comme une grille de lecture d'un projet alternatif de société et des combats à mener. En les replaçant dans une perspective historique comme dans une interprétation du réel, ils nous permettent d'éclairer des enjeux et des contradictions de notre temps, de critiquer des idées reçues, d'exposer une approche politique des problématiques et de mettre en débat des solutions également politiques. Loin de proposer des remèdes « clé en main », notre objectif est de contribuer à l'élaboration nécessairement collective d'une représentation complexe des défis ainsi qu'à la mise en cohérence d'une démarche globale s'inscrivant dans un processus de dépassement du capitalisme. Pour ce faire, nous avons pu nous appuyer sur de multiples apports et réflexions dont nous citerons systématiquement les références. La période actuelle est riche intellectuellement et foisonne d'initiatives alternatives. Ce n'est probablement pas le fait du hasard...

Pour esquisser les contours de l'utopie réaliste que nous soumettons aux débats et à la controverse, il peut être utile de résumer les idées principales de chacun des chapitres de ce livre. Dans le premier, nous posons le progrès humain comme finalité car il nous apparaît fondamental de replacer les questions du sens, des valeurs et des buts au centre des débats. Ainsi, quelles que soient les décisions et actions, une interrogation préalable nous semble incontournable : comment peuvent-elles concourir à améliorer le bien-vivre du plus grand nombre tout en favorisant le vivre-ensemble ? Dans le deuxième chapitre, nous soutenons que la démocratie doit être la matrice de tout projet émancipateur car nous partons du pré-supposé selon lequel la participation et l'intervention du maximum de personnes concernées sont les moyens les plus efficaces et les plus constructifs pour répondre, dans les meilleures conditions, à la complexité des sociétés actuelles. En concrétisant le principe de

souveraineté des peuples, nous avons un levier pour faire évoluer les modalités de prises de décision, avoir la possibilité d'effectuer de véritables choix mais également d'organiser l'instauration de contre-pouvoirs efficaces. Dans le troisième chapitre, nous réfléchissons aux différentes manières de faire de la logique de durabilité le moteur du développement de l'humanité. Nous essayons de démontrer en quoi le devenir de notre espèce implique de créer toutes les conditions pour que les décisions et actions respectent l'humain dans toutes ses dimensions ainsi que les solidarités, les interdépendances et les écosystèmes, si précieux pour la vie de chacun et des générations futures. Ces exigences conduisent à remettre en cause la logique prédatrice du capitalisme globalisé et financiarisé qui domine la planète. Dans le quatrième chapitre, nous affirmons que la coopération est une nécessité vitale. Pour répondre aux défis de ce début du XXI^e siècle, nous avons besoin de la mobilisation la plus collective possible des intelligences et des énergies. C'est pourquoi la recherche des synergies, de la réflexion et du travail en commun doit devenir une démarche structurante. Cet impératif s'exprime au niveau des différents territoires comme à l'échelle du monde. Dans le dernier chapitre, nous voulons insister sur une donnée qui nous semble particulièrement importante : pour relever les défis et construire une société pérenne propice à l'émancipation humaine et au vivre-ensemble harmonieux, il est indispensable que le plus grand nombre ait envie de s'investir dans l'aventure et se saisisse, à tous les niveaux, de tous les outils, institutions, procédures, mécanismes et potentialités que l'humanité est d'ores et déjà capable de mettre en mouvement. L'appropriation populaire est, à n'en pas douter, la dynamique irremplaçable de tout processus transformateur.

À l'opposé de la résignation que la pensée dominante veut ancrer dans les esprits, ce livre vise à montrer que d'autres choix sont possibles, qu'un autre avenir est possible et que nous pouvons le construire ensemble. Décidément, ne croyons pas TINA!